

Auray. La disparition des services publics, une peur devenue quotidienne



Près de 400 personnes ont manifesté, ce lundi, devant le centre des finances publiques d'Auray pour dire leur inquiétude de savoir un nouveau service public menacé dans la commune. | OUEST-FRANCE

Lundi matin, 400 personnes ont manifesté contre la fermeture du centre des finances publiques d'Auray. Une mobilisation qui illustre la peur des habitants, comme des élus, de voir partir un nouveau service public.

« La menace de fermeture du centre des finances publiques d'Auray est un symbole », pose Philippe Le Ray, président d'Auray Quiberon Terre Atlantique. « Celui de la disparition de services publics dans notre paysage. »

Ce lundi matin, près de 400 manifestants ont participé

au rassemblement départemental contre la réforme des finances publiques à Auray. Mais surtout, contre la menace de fermeture du centre alréen des finances publiques. « Tout sera décidé avant la fin de l'année », estime Philippe Le Ray. « On peut encore changer des choses au niveau de chaque département. » Il faut dire qu'en quelques années, Auray a subi une véritable purge de ses services publics : tribunal, maternité ou encore centre d'information et d'orientation. Le tout, en l'espace de quelques années.

« L'État porte plus son regard vers les territoires ruraux »

La raison ? Des restrictions budgétaires et un phénomène général de regroupement des services sur les villes centres. De quoi inquiéter les manifestants présents ce lundi. « Je suis née ici », sourit Marie, 66 ans. « Et c'est vrai qu'en 15 ans, on a vu la ville se vider de ses services petit à petit. » Un

sentiment renforcé, d'après le président de l'intercommunalité, par le mouvement des Gilets jaunes. « L'État porte de plus en plus son regard vers les territoires ruraux. Seulement, Auray est un territoire avec trop d'atouts pour être aidé », décrypte Philippe Le Ray. Mais pas assez pour lutter avec des villes comme Lorient et Vannes.

Résultat, certains services publics ont quitté le navire. Direction les villes centres du département. Mais pour limiter la casse, la Ville a tenté de conserver les autres sous des formes allégées. La CPAM, par exemple, a fermé en 2015. Mais a été remplacée par un accueil, sans rendez-vous, tous les matins. Le centre des finances publiques devrait s'inscrire dans cette démarche. Le maire, Joseph Rochelle, a annoncé qu'un « service de 40 à 60 personnes devrait être maintenu sur place ». Une information confirmée par le directeur des finances publiques du Morbihan, Claude Girault.

Plusieurs services publics sur la corde raide

Seulement, il est d'autres services publics qui menacent encore de fermer. Ou de muter. La fermeture de certains bureaux de La Poste a inquiété les riverains cet été. Ou encore la mission locale, qui a été sous le feu des projecteurs en 2018. En cause, des difficultés de trésorerie. Cette fois, c'est l'intercommunalité qui est venue à la rescousse. « Il faut qu'on soit clairs et vigilants : on veut cette structure dans le pays d'Auray », insiste Philippe Le Ray. Le président d'Aqta refuse tout rapprochement avec les missions locales voisines. Et ce dernier d'ajouter : « Le gigantisme a ses limites. »

À Auray, la peur de voir partir un nouveau service public est devenue quotidienne. Au point d'amener les élus à manifester avec les agents des finances publiques. Car plus qu'un symbole, c'est le quotidien de milliers d'habitants qui se joue.